

rables de poudre ont été envoyées de Friedrichshafen à Rendsbourg.

On écrit de Copenhague, le 25 mars :

« Avant-hier, le roi a tenu sous sa présidence un conseil privé composé de tous les ministres et de tous les conseillers d'Etat. Dans cette séance, qui a duré près de huit heures sans interruption, il a été décidé que des troupes seraient envoyées dans le duché de Schleswig pour soumettre les insurgés ; que ces troupes se rendraient par la voie de terre dans le Jutland, d'où elles passeraient dans la partie septentrionale du Schleswig, où le Danemark a le plus de partisans, et dont la plupart des habitants parlent danois. Le nombre de ces troupes a été fixé à 15,000 hommes. »

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 2 MAI 1848.

L'UNION ET LA NATIONALITÉ.

L'*Avenir*, dans sa feuille d'hier, revient encore à la charge sur l'Union et la Nationalité, et comme précédemment dirige ses traits contre la *Revue Canadienne* et les *Mélanges Religieux*. Les rédacteurs de l'*Avenir* nous apprennent que c'est au nom des Canadiens-français qu'ils parlent, qu'ils sont libéraux par conviction et non par nécessité, enfin qu'ils sont indépendants. Après un aussi pompeux exposé et deux colonnes à l'adresse de notre confrère de la *Revue*, les rédacteurs de l'*Avenir* trouvent fort à redire que nous les ayons conjurés, au nom de la religion, de se désister de leur entreprise. Ils se demandent : « La religion nous ordonnerait-elle de ne pas préparer le peuple à demander le rappel de l'Union, quand le temps en sera venu ? » Oui, la religion, MM. de l'*Avenir*, vous ordonnerait cela, si cette prétendue préparation du peuple devait avoir de mauvais résultats. Or, il n'est pas douteux que ce que vous faites à présent doit tourner à mal pour le peuple canadien.

En effet votre nouvelle doctrine, tout en paraissant avoir pour point de départ la Nationalité, cette doctrine a certainement une autre origine. Le but que vous paraissez assigner à vos travaux, à vos luttes et à vos exposés de doctrine, ce but n'est qu'un but fictif, c'est un but trompeur, et qui n'est fait que pour entraîner le peuple à votre suite. Mais le peuple ouvrira les yeux ; le peuple ne se laissera pas séduire par de vaines paroles ; il réfléchira à deux fois avant de marcher dans la voie que vous lui tracez. Le peuple comprendra qu'il existe des Canadiens qui enfin ne veulent plus garder de mesures ; il comprendra qu'il se trouve des Canadiens qui, tout en prétendant être les admirateurs, les protecteurs, les défenseurs de sa nationalité, n'en sont évidemment que des adversaires déclarés. Car le peuple ne saurait se tromper : il voit bien si l'on travaille pour lui ou si l'on travaille pour soi. Il verra donc qu'il n'y a que quelques mois et qu'il y a encore MM. de l'*Avenir* disaient bien ouvertement qu'ils n'ont eu vue que le bien public ; il se souviendra aussi qu'ils prétendent encore prêter appui et secours au gouvernement que l'opinion publique a chargés du soin de nous protéger, et que pourtant ces mêmes rédacteurs de l'*Avenir* viennent, à l'heure qu'il est et immédiatement après, se faire les champions et les organes d'une nouvelle doctrine, qui, mise en pratique, ne peut qu'embarrasser la marche du gouvernement, l'empêcher de fonctionner, par conséquent priver le pays des mesures salutaires qu'il lui prépare, et le jeter dans l'incertitude, la gêne, le trouble et peut-être quelque chose de pire encore. Le peuple comprendra enfin qu'à ce moment MM. de l'*Avenir* reviennent ressusciter l'ancienne doctrine de tout ou rien, cette doctrine qui a tenu le pays dans un état si florissant et si malheureux, et qui finalement a amené les événements les plus désastreux possibles. Et après avoir posé la nouvelle doctrine, après avoir contemplé l'avenir qu'elle nous prépare, le peuple ne pourra que nous approuver d'inviter MM. de l'*Avenir*, au nom même de la religion, à quitter la voie de dangers, de troubles et de malheurs et pour eux et pour le pays entier, et de revenir travailler au bien commun, à la prospérité générale. Car il ne faut pas l'oublier : la religion s'intéresse à la prospérité des états, au bonheur des peuples, et au maintien de la paix publique. Elle doit donc condamner les citoyens qui, par leurs mauvaises tendances, par leur ambition démesurée ou par des motifs bons et honnêtes en apparence, mais au fond destructeurs de l'ordre et de la prospérité des états, trompent et séduisent les peuples par des dehors et des semblants de patriotisme et n'ont en vue que leur avancement personnel ou l'élevation d'individus, au grand détriment du bonheur et de la paix générale. Or, nous ne le déguisons pas, la nouvelle politique de l'*Avenir* n'a pas d'autre but et ne saurait avoir de résultat différent. Aussi n'hésitons-nous pas à répéter aux rédacteurs de l'*Avenir* que c'est au nom de la religion, au nom de tout ce qu'il y a de plus grand et de plus sacré que nous les ayons invités et que nous les invitons encore à revenir se joindre à leurs compatriotes, et consacrer leurs intelligences et toutes leurs capacités à procurer avec eux le bien-être de leur pays.

Mais que faisons-nous donc ? N'entendons-nous pas l'*Avenir* qui nous dit dans sa feuille d'hier : « Qui êtes-vous, M. le rédacteur, qui jetez avec autorité ce cri puissant au nom de la religion ? » Ah ! vous allez le savoir, MM. de l'*Avenir*. Nous vous dirons que nous sommes un des organes du peuple ; nous sommes un de ses défenseurs, humble il est vrai, mais toujours sommes-nous un de ses défenseurs. Nous sommes comme citoyen un des défenseurs de la prospérité publique, du bien-être du peuple ; un des protecteurs de ses droits, de son bonheur et de son avenir. Nous travaillons à conserver à notre pays la paix qui lui est si nécessaire, et que de toute manière nous sommes tenu de faire maintenir ; nous travaillons avec nos compatriotes à éclairer le peuple sur ses amis et ses ennemis, et nous n'hésitons pas à faire lever le masque à ceux qui s'en couvrent pour cacher leurs desseins véritables, et qui n'ont nullement en vue le bonheur du peuple dont ils parlent à tout quart d'heure. Nous sommes encore, comme vous dites, un jeune laïque, aux mains novices, mais quelque soit nos faibles notions en tous genres, nous pouvons vous assurer que nous en avons encore assez pour pouvoir ne nous tromper pas à votre sujet, et savoir vous faire justement apprécier par nos compatriotes. Voilà ce que nous sommes ; voilà ce que nous prétendons ; voilà qui nous défendons. Quant à la religion, nous la défendons, lorsque nos ennemis l'attaquent, et nous la faisons valoir du mieux qu'il nous est possible. Nous allons plus loin, et nous parlons en son nom, lorsque la nécessité l'exige, et particulièrement lorsque des passions aveugles menacent la prospérité et le bonheur du peuple. C'est là notre devoir, et nous le remplissons, malgré et contre les rédacteurs de l'*Avenir*. Ainsi donc que nos confrères s'épargnent une peine inutile, et qu'ils emploient leurs loisirs à prendre des informations plus correctes

au sujet de la fondation des *Mélanges Religieux* et de l'extension des pouvoirs de leur rédacteur ; car là-dessus ils se trompent étrangement.

LECTURE A L'INSTITUT.

Samedi, M. L. J. Amédée Papineau a fait devant l'Institut Canadien sa lecture sur la « Civilisation ». L'auditoire était nombreux et les applaudissements ont été diverses reprises couvrir la voix du lecteur.

M. Papineau, après quelques mots de félicitations adressés à l'Institut, a abordé son sujet en en donnant une définition aussi exacte que possible. Et à l'appui il a cité un magnifique extrait de Guizot, que, selon nous, M. Papineau jugeait soit peu sévèrement. Car il nous semble qu'il était très facile de faire ressortir toute la supériorité de Guizot comme philosophe, sans avoir besoin d'ajouter : « Plût au ciel qu'il n'eût jamais été autre chose ! » M. Guizot en effet, malgré ses fautes graves, et ses manquements politiques qui, en grande partie, ont été la cause immédiate de la chute de la dynastie de juillet, M. Guizot fut un homme d'état remarquable, un diplomate habile, un politique rusé. Il a fait, il est vrai, bien du mal à la France, mais on ne peut nier que sous d'autres rapports il ne lui ait fait un bien très grand. Au reste, M. Papineau paraît être un des grands admirateurs du philosophe Guizot, qu'il a su faire valoir comme tel à plusieurs reprises.

M. Papineau considère que la civilisation est pour ainsi dire voyageuse ; les centres en sont mobiles ; ils sont destinés à faire le tour du monde. Avec cette doctrine, qui ne manque pas de vérité, M. Papineau a dû considérer quel rôle les Canadiens ont à jouer dans la civilisation. Aussi l'idée dominante dans le reste de sa lecture a-t-elle été de faire ressortir l'état passé et l'état actuel des Canadiens ; puis d'examiner les différents roulements de populations et la tendance des institutions, pour de là tenter d'apercevoir et de découvrir quelle destinée nous garde la Divine Providence.

Il a donc commencé par mettre en regard les civilisations européennes et les civilisations américaines. Il a remarqué, dans les premières, les institutions et l'esprit des populations tendant au fractionnement du territoire, par là même à la multiplicité des petits états, et finalement, à des différences sans nombre de dialectes, de langues, de mœurs, etc. En Amérique, a continué M. Papineau, la civilisation est toute différente. L'esprit des peuples, leurs tendances, leurs volontés, produisent un effet tout différent : toute l'Amérique du nord, a ajouté le lecteur, marche à une unité de territoire ; en Europe, il y a division, par conséquent, faiblesse et inertie. En Amérique, il y a union, par là même, force, puissance et activité ; c'est un travail continu d'assimilation.

L'Europe verse sur l'Amérique une population nombreuse qui appartient à toutes les langues, à toutes les croyances, à toutes les origines. Tous ces hommes trouvent l'hospitalité dans le nouveau monde. Ils s'y établissent en grand nombre et y vivent paisiblement. Voilà pour l'émigration. Mais à part cela, il y a encore les migrations ; et, selon M. Papineau, ce sont ces migrations qu'il faut étudier ; car là est l'avenir. Il est bien clair, nous a dit le lecteur, que toutes les populations américaines marchent vers l'unité, et il le prouve par les institutions même des Américains, et par l'histoire du passé et du présent. D'ailleurs la raison en est toute simple ; les Américains ont pour eux la démocratie. Mais en Canada, la France avait implanté le système féodal, l'aristocratie en un mot ; et c'est très mal, aux yeux de M. Papineau. Au surplus, ajoute le lecteur, toute cette féodalité s'en va, tous ces nobles disparaissent ; car ces seigneuries « passent entre les mains d'hommes roturiers, d'hommes très roturiers. » Nous devons avouer en passant que cette expression : « d'hommes roturiers et très roturiers, » nous a étrangement surpris de la part de M. Amédée Papineau. Lui qui toujours a montré tant d'inclination pour les institutions républicaines, et qui dans sa lecture même n'a pas beaucoup déguisé cette inclination, traiter « d'hommes roturiers et très roturiers, » les propriétaires des seigneuries canadiennes, c'est mettre pour un moment les principes de côté, c'est prononcer des paroles qui chez lui sonnent fort mal. En revanche nous avons été fort content d'entendre plus loin M. Papineau parler des distinctions de races, et se prononcer contre. Tous les hommes sont frères, par conséquent ils doivent tous s'attacher à vivre en paix et travailler au bien commun sans s'informer s'ils sont les uns d'origine anglaise, les autres d'origine française, etc. Ces paroles nous ont fait un plaisir d'autant plus grand que plus d'une fois encore on entend répéter la doctrine différente et qu'on entend prêcher par les agents ou les organes de certains soi-disant amis du peuple.

Selon M. Papineau, la colonisation des townships aura pour résultat d'amener l'unité parmi les Canadiens de toutes les origines ; elle n'en fera qu'un peuple. Seulement, ajoute le lecteur, ayons soin que la réaction ne dépasse pas ses bornes ; car c'est ce que l'on pourrait peut-être redouter. Au reste, a dit en terminant M. Papineau, « cherchons la vérité, tout mauvais système doit tomber devant elle. » Nous ne savons pas à quel système M. A. Papineau veut faire allusion. Dans tous les cas, si cette sentence a été lancée pour donner de l'encouragement à certains hommes, qui prétendent être à la recherche de la vérité et vouloir la montrer au peuple, tandis que, tout bien considéré, ils n'ont en vue que leur seul avancement et par là même un changement complet de système ; certainement l'occasion était bien mal choisie, et l'encouragement venait très-mal de la part de M. Amédée Papineau.

En somme, les appréciations de M. Papineau ont paru assez justes, et en général ses prévisions paraissent raisonnables et assez probables. Nous ne pouvons en dire davantage à ce sujet ; car cette lecture ne nous a donné que la première partie du travail de M. Papineau, qui ne donnera probablement la suite que plus tard.

Nous ignorons si cette lecture doit être publiée : tout ce que nous savons, c'est que le président de l'Institut lui a manifesté à cet égard les désirs de l'Institut. Au reste, si nous avons mal saisi le sens de quelques parties de ce travail, nous nous ferons un plaisir de rectifier notre erreur, si erreur il y a.

LA JEUNESSE DE MONTREAL.

La correspondance qui suit nous a été envoyée hier. Nous nous faisons un plaisir de l'insérer, afin de pouvoir donner à une partie des intéressés un moyen de se disculper. Nous ne ferons au sujet de cette correspondance que peu de remarques. Et d'abord, lorsque nous nous sommes élevés contre l'assemblée des 50 à 100 jeunes gens à l'hôtel de Québec, nous n'avons nullement attaqué le but de l'assemblée qui était de féliciter la jeunesse de Paris. Ce but pouvait être bon ; nous ne le discutons pas, nous n'entendons pas l'apprécier. Mais ce que nous n'admettons pas c'était le droit à 100 jeunes gens de parler au nom de toute la jeunesse de Montréal. On nous apprend que, bien que l'assemblée ne fût composée que d'environ 100 jeunes gens,

il y en eût à peu près 150 qui signèrent. Eh bien ! soit 150. Néanmoins nous contestons à ces 150 jeunes gens le droit auquel ils prétendent... Si l'assemblée eût été convoquée publiquement par la voie des journaux et par la voie des affiches, en un mot par la voie et les moyens ordinaires, 150 jeunes gens auraient pu avoir alors quelque droit à parler au nom de toute la jeunesse canadienne-française de Montréal. Mais bien loin de là ; quelques jeunes gens se disent l'un à l'autre : « Convoquons une assemblée à l'hôtel de Québec. » Là-dessus, ils disent à quelques-uns de leurs amis qu'il y a assemblée, et les voilà réunis parlant au nom de toute la jeunesse de Montréal, passant en son nom des résolutions, et envoyant aussi en son nom une adresse de félicitations à la jeunesse parisienne. En vérité, nous ne pouvons croire au droit de ces 150 jeunes gens ! Néanmoins, nous savons bien que plusieurs des signataires de l'adresse n'ont pas penché sur le moment qu'ils n'auraient pas ce droit, mais tous n'étaient pas dans la même position. Aussi n'adressons-nous de reproches qu'à ceux qui ont pris l'initiative et convoqué l'assemblée. Ils savaient bien ce qu'ils faisaient, ils le faisaient de propos délibéré. Car autrement ils eussent eu recours aux moyens ordinaires. Dans tous les cas, il est une chose que nous ne comprenons pas ; c'est la raison pour laquelle on en a agi ainsi. Le public serait bien aise de la connaître. Toutefois, on ne saurait refuser à la jeunesse de Montréal de savoir ce que les 150 jeunes gens lui ont dit à la jeunesse parisienne. Aussi ne donnons-nous pas que le signataire ou les signataires de l'adresse, en état d'en donner copie, ne s'empressent de la publier. — Voici la lettre de notre correspondant.

M. l'Éditeur,

Je ne doute pas que vous n'ayez quelque chose de mieux à faire qu'à vous occuper de tous les bruits imaginaires inventés par les journaux anglais et répétés par leurs fidèles croyants. Comme je suis un des *gamins de Montréal*, un des signataires de l'adresse à la jeunesse de Paris que le *Herald*, le *Transcript* & Co. attaquent avec si peu de délicatesse, permettez-moi une réponse en explication, vu que vous avez pu vous-même vous tromper sur la nature de la chose.

En parlant de notre adresse de félicitations à la jeunesse de Paris, le *Herald* dit : « Combien ridicules sont les procédés de ces gamins de Montréal. On les honte ou peur de faire connaître au public leurs sympathies pour leurs prototypes de Paris. » Ni l'un ni l'autre de ces deux sentiments, M. l'éditeur, n'est entré dans mon esprit, nous avons fait une action dont, pour ma part, je n'ai pas à rougir. Quoi ! quand la métropole de la mère-patrie s'est empressée d'envoyer ses félicitations au gouvernement provisoire, quand les habitants anglais et français de Londres ont exprimé leur sympathie et leur approbation pour la glorieuse révolution de Paris, quand toutes les puissances européennes l'ont approuvée, quand, dans toutes les villes de l'Union Américaine, on fait des démonstrations pour déclarer à l'univers qu'on approuve le triomphe de la liberté sur le despotisme, il y aurait honte ou crainte à joindre sa voix à ce concert universel ! Il y aurait honte à féliciter la jeunesse de Paris qui a pris part à ce triomphe ! Non, M. l'éditeur, qu'on réfléchisse un peu et on verra que rien de semblable ne peut entrer dans un cerveau un peu sain ; d'ailleurs notre adresse signée d'un nombreux comité est destinée à la publicité en temps et lieu, et ceux de nos jeunes compatriotes qui ne l'approuvent pas, qui la trouveront compromettante ou pas assez habile auront droit de réclamer, et ont dès à présent le droit de faire quelque chose dans un sens contraire, si toutefois ils désapprouvent la révolution des trois jours de février. — Mais non seulement nous croyons que toute la jeunesse de Montréal l'approuve, que toute la jeunesse du Canada l'approuve, mais que la jeunesse de tous les pays l'approuve ; et si tel est le cas, nous n'avons compromis personne. — Il fallait attendre, dit le *Transcript* et quelque autre, avant de féliciter les Français, il fallait attendre que leur nouveau gouvernement fût fondé, qu'ils aient établi quelque chose de mieux. — Mais, tout jeunes, tout gamins que nous sommes, nous n'avons pas eu la pensée de faire une félicitation pour ce qui leur reste à faire, mais seulement pour ce qu'ils ont fait, pour le renversement du pouvoir despotique, et nous leur souhaitons de réussir aussi bien dans le reste. Le *Herald* ne disait-il pas lui-même, dans son numéro du 11 avril, que « les nouvelles de la récente révolution française ont dû réjouir tous ceux qui aiment les institutions libres ? » La France gémissait sous un despotisme plus complet que sous les anciens Bourbons, que le roi ne devait pas exercer plus longtemps la tyrannie personnelle ? Dans son numéro suivant, ne disait-il pas, « que le succès du gouvernement provisoire à maintenir la paix était presque aussi étonnant que la chute de la monarchie, et que pour cela les Français méritaient des félicitations de tous les amis de la vraie liberté pour le monde entier ? » Quelle honte y aurait-il pour nous d'exprimer ces mêmes sentiments quand et comme nous le voudrions ?

Je regrette, moi aussi, M. l'éditeur, que nous n'ayions pu faire cette démonstration un peu plus solennellement en donnant avis public, je regrette que toute la jeunesse sans exception n'ait pu donner son assentiment avec connaissance des choses ; je regrette qu'on ait représenté comme secrète une assemblée, tenue dans un des hôtels des plus respectables et des plus fréquentés de la ville où il se trouvait des individus de plusieurs origines, et cela dans une chambre ouverte à tout venant ; mais je regrette encore bien plus les suppositions malveillantes et mal fondées de certains journaux que je respecte d'ailleurs. — Une assemblée nombreuse comme la nôtre ne devait-elle pas bien connaître et bien représenter l'opinion de la jeunesse ? Moi, je dis que nous étions compétents à le faire, que nous connaissions parfaitement bien la pensée de toute la jeunesse du pays et que rien ne pouvait nous empêcher de l'exprimer. Si nous n'avons pas dit l'opinion de la majorité, libre à elle de réclamer, elle n'est pas bâillonnée, elle peut contredire. Le *Herald* et le *Transcript* dans leurs sommaires pour l'Europe s'avisent bien de représenter l'opinion de tout le peuple, et une assemblée de 150 à 200 n'aurait pas le droit de dire que la jeunesse du pays pense de telle et telle manière sur un événement qui remue le monde entier ! Ça ne se conçoit pas. Que les consciences craintives se remettent dans leur assiette, qu'elles se tranquillisent, nous n'avons pas commis d'imprudence, ni d'étourderie, nous n'avons fait qu'écho à notre mère-patrie, et, suivant l'expression du *Herald*, à tous les amis du règne de la vraie liberté par tout l'univers. « Honni soit qui mal y pense. »

UN SIGNATAIRE DE L'ADRESSE.

Montréal, 1er mai 1848.

NOUVELLES D'EUROPE DE HUIT JOURS PLUS RÉCENTES.

La réunion des Chartistes n'a pas eu lieu ; ils se sont dispersés tranquillement. — Les troupes prussiennes marchaient contre celles du Danemark dans le Holstein. — Le czar a reçu une note de Vienne et de Berlin, après la lecture de la

quelle les préparatifs de guerre ont considérablement diminué. — PAS DE NOUVELLES DE L'IRLANDE !

La Hongrie s'est déclarée indépendante.

La Prusse se prépare à la guerre.

Des troubles ont éclaté à St. Pétersbourg et à Cologne.

Le parlement sicilien était en session. De nombreux corps de troupes étaient réunis sur les frontières sardes.

Les forces sardes et autrichiennes se rapprochaient dans la Lombardie, où tous les défilés sont gardés contre l'Autriche.

De grands préparatifs se font en France pour les forces de terre et de mer ; tout était tranquille.

Une proclamation a été adressée aux Allemands, les engageant à procéder à l'élection et de ne se reposer que lorsqu'ils auront affranchi et uni l'Allemagne.

Des nouvelles de la Chine annoncent qu'on craignait que l'Angleterre ne fût forcée à des actes militaires contre cette puissance qui laissait attaquer les établissements anglais de Canton.

Nous voyons dans le *Journal de Québec* du 29 avril que le prospectus d'un nouveau Journal réformiste, « *The Québec Spectator*, » vient de paraître ; le *Journal de Québec* publie ce prospectus que nous transcrirons prochainement. Nous ne pouvons pour aujourd'hui que souhaiter la bienvenue à notre nouveau confrère, et lui dire : Courage et persévérance.

INSTITUT CANADIEN.

Jeudi ont lieu à l'Institut Canadien les élections générales et semestrielles de cette association.

La bannière de la tempérance qui se promène triomphalement à travers notre beau pays vient d'entraîner à sa suite en core une paroisse, St. Jacques de l'Achigan. Cette paroisse s'était déjà distinguée, il y a quelques années, par son zèle à s'enrôler dans les rangs de ces hommes de cœur qui travaillent à la régénération du Canada ; mais insensiblement le feu s'étant éteint, des défections nombreuses jetèrent, parmi les membres de cette association, une espèce de consternation et de découragement. Aujourd'hui soudainement ranimé comme par un souffle divin et tout-puissant, ce peuple s'est levé avec une ardeur inattendue et s'est porté en masse aux pieds de Jésus crucifié qu'il a embrassés en maudissant à tout jamais cette boisson destructrice de l'honneur, de la force, de la fortune et du bonheur des familles.

Le beau spectacle de l'assemblée de tous les hommes de cette paroisse réunis autour de la croix, prenant, aux pieds de leur divin maître, leur engagement solennel ! quel cœur n'aurait point été ému, à la vue de ces visages canadiens, les uns rayonnants de joie, les autres mouillés de larmes, et tous exprimant une résolution et une sainte impétuosité qui certainement jamais ne se démentira ! Les marchands eux-mêmes ont été les premiers à reconnaître le tort que l'usage des liqueurs fortes fait à leur pays, et plusieurs d'entre eux ont renoncé de grand cœur au commerce de ces boissons venimeuses. Le zèle et la fermeté des principaux de la paroisse, qui sont à la tête de l'association, nous assure la stabilité et les fruits précieux parmi ce bon peuple.

Communiqué.

LES PROTESTANTS. — Le dernier rapport de la société des missions protestantes (Church missionary Society) fait un véritable éloge de l'énergie supérieure et de l'activité des démarches des missionnaires catholiques.

« Chaque année, y est-il dit, apporte une nouvelle preuve de l'activité sans pareille qui règne dans le camp de Rome (Romish !) et voit des légions instruites dans le collège de la propagande envoyées dans les missions étrangères. Pour le nombre et l'activité ils surpassent de beaucoup les avocats de la vérité (!) Tandis que nous nous proposons d'envoyer un missionnaire ou un catéchiste vers une tribu éloignée des sauvages du nord-ouest de l'Amérique à 1,000 milles des chefs-lieux des deux partis, nous apprenons que quatre prêtres catholiques (Romish !) sont déjà au milieu d'eux. Tandis que l'église d'Angleterre cherche pendant toute une année, et cherche en vain un seul missionnaire pour la Chine, l'agent catholique (Romish) à Hong-Kong négocie un contrat avec la compagnie des vapeurs pour le transport de 100 prêtres en Chine durant l'année ! La liste de leurs missionnaires contient une armée d'archevêques, d'évêques, de vicaires apostoliques, de prêtres, de diacres, de sous-diacres et de religieux. Et pour l'étendue de leurs possessions ils nous enveloppent et dépassent par tout. »

CORRESPONDANCE DE QUEBEC.

Québec, 29 avril 1848.

M. l'Éditeur,

En vérité l'espèce d'engagement que j'ai pris m'embarrasse étrangement : notre paisible cité fournit si peu de matières à une correspondance ! Cependant ne voulant pas vous désappointer, ni vous donner une idée défavorable de ma ponctualité, je vais laisser errer ma plume à l'aventure.

Et d'abord, voilà le mois de mai qui arrive, et avec lui les vaisseaux d'outre-mer, une émigration peut-être encore bien nombreuse et, qui sait ? peut-être le fléau de l'an dernier, la famine, les fièvres, la mort ! Et c'est en présence de ces plaies épouvantables dont nous avons été les victimes durant un été tout entier, qui ont décimé nos prêtres, nos religieux, nos mûlécules, et qui nous menacent encore, (c'est en présence de semblables calamités, que le parlement britannique, que ces seigneurs anglais, première cause des maux de l'Irlande, osent blâmer notre législature d'avoir voulu par une loi sévère prévenir le retour de ces fléaux dévastateurs ! De semblables réflexions ne peuvent venir que de gens assez inhumains pour chasser les infortunés Irlandais du sol qui les a vus naître, les entasser sans secours au fond de cales infectes, et les jeter sur nos rivages sans moyens d'existence, sans vêtements pour couvrir leurs membres décharnés. — Mais à propos, est-il bien vrai que cet acte de notre législature pourvoit à ce que tous les émigrés soient débarqués sur les quais de notre ville ? serait-il possible que nos représentants auraient été si infidèles à leurs devoirs, à leur mandat, que d'y laisser introduire une semblable clause ?

Changeons de sujet maintenant. — M. William Neilson vient de publier, quoique sous la date 1846, une 4^e édition, revue et augmentée du « *nouvel abrégé de géographie moderne*, » à l'usage de la jeunesse. Personne ne ignore que cet abrégé est l'œuvre du Rev. M. NOLAN, prêtre des études au séminaire de cette ville. Voici ce que disait, en 1837, des deux premières édi-